

Enbat

Pas de trêve
pour la traque d'ETA

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
7 décembre 2006
N° 1956
1,22 €

Haranbeltz

10 siècles
d'Histoire basque

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Le pouvoir local

UN fossé sépare la conception du combat politique entre abertzale et partis hexagonaux. Chez les premiers l'engagement militant s'inscrit d'abord dans une reconquête de la dignité basque, dans l'exigence de la reprise en main d'un destin collectif conduisant à la construction d'écoles basques pour enfants et adultes, à la mise en œuvre de réseaux de médias parallèles, à la maîtrise de notre appareil économique, à l'effacement d'une frontière étatique écartelant Euskal Herria... Les partis politiques hexagonaux sont, eux, quasi exclusivement des machines électorales, vivant au rythme des scrutins. Leur vocation est la conquête de mairies, de Conseils généraux ou régionaux et, ambition suprême, la prise de pouvoirs présidentiel et législatif à Paris. Ces partis sont le vivier d'une classe politique susceptible d'occuper les postes de gestion. Ce vivier est parfois le champ clos de luttes intestines drapées dans le manteau vertueux de courants ou de sensibilités afin de transformer l'affrontement fratricide en enrichissement politique.

En Iparralde les abertzale s'inscrivent depuis peu dans le panorama politique. Venus de rien, encore minoritaires, quelle marge de manœuvre reste-t-il à leurs organisations politiques une fois servie l'exigence première de la rebasquisation de la société? Comment investir la vie municipale de nos communes, ce niveau de démocratie de proximité le plus en phase avec leur cause? Après le réflexe «élection piège à con», c'est le spontanéisme qui a conduit les abertzale à aborder l'élection locale. Ici ou là, l'échéance appro-

chant, on se concerte pour répondre collectivement à ce rendez-vous dans la cité. Quasiment aucune coordination à l'échelle d'Iparralde. Chacun chez soi agit au mieux, laissant aux organisations politiques abertzale le soin d'assurer notre présence aux législatives, européennes, régionales voire cantonales. La méthode, peu orthodoxe, a cependant porté quelques fruits. Faut-il mieux s'y préparer pour en obtenir encore de meilleurs résultats? Abertzaleen Batasuna s'attelle à ce chantier depuis plusieurs mois. La tâche est complexe, l'objectif est clair: plus d'élus abertzale! Elle passe par la formation, avec des stages thématiques et par une parfaite connaissance du terrain. Chaque commune est un cas d'espèce, la problématique d'Hendaye n'est en rien comparable à celle de Juxue. C'est en cela que les Assises municipales abertzale, samedi dernier à Anglet, marquèrent la volonté de croiser les expériences pour commencer à préparer la feuille de route des groupes locaux à l'échéance de mars 2008. L'expertise apportée par les élus d'AB —présents dans des majorités ou des oppositions, en alliance ou pas, dans des villages, des villes-bourgs ou de grandes villes, dans les intercommunalités, au Conseil des élus ou au Conseil de développement— au-delà de leurs témoignages a nourri la réflexion d'ateliers-laboratoires où devrait s'élaborer une charte référence de l'action municipale abertzale. Un guide pour capitaliser l'immense implication des abertzale dans les multiples secteurs de la société civile afin que le temps de la présence symbolique cède le pas à l'accès au pouvoir local.

Aurreratze sinbolikoa... ala benetakoa ?

EUSKAL Herriko komunikazio bideetan, munduko beste nazio guttinuek nolabaiteko garai-pena edo aurrerapena lortzen dutelarik, askotan zerbait agertzen da. Adibide bezala, erabiltzen ahal dugu, duela gutti, Québec-en naziotasunari buruz hartua izan den erabakia.

Azaroaren 22an, Ottawako parlamentu osoak (16 boz eskas) ondoko erabakia onartu du: «*les Québécois forment une nation dans un Canada uni*».

Aitortu behar da, Ipar Amerikatik etorritako «nazio ezagupen» hori abertzale munduan baikorki kontsideratua izan dela.

Ikerketa handirik egin gabe, hemengo irakurleek jakin dute Ottawa-ko parlamentuak ofizializatu duela «*Québec-tarrek nazio bat osatzen dutela Canada batu baten barnean*».

Ez da dudarik, Canada-ko parlamentuak hartutako erabakiak badituela bere nundik norako propioak. Erabaki hori, ingurumen berezi bati lotua da eta hemengo eredu gisa erabilia izaiteko ez da gauza errexia. Hala ere, munduko beste nazio guttinuek erabaki horren inguruan, Québec-en eta Canada-n izan diren eztabaidak ezagutzea oso lagungarri da.

Lehenik eta hasteko, horrelako erabaki baten balio sinbolikoa eta errealaren arteko konparaketa ikertzea interesgarria da.

Hara nola, Harper, Canadako lehen ministroak baldintzatu eta lotu du Québec-tar nazioaren ezagupena Cana-

da batu bati. Neurri horrekin ere, azaroaren 22ko bozketaren ondotik, Canadiar jendartean kezka bat nagusi da. Naziotasuna kultura berezidun, elkar bizitza xededun eta lurralde propioaren jende multzoekin lotzeak Canadako probintzia guzien naziotasuna ezagutzeko arriskua dakar. Alta Harperrek argi eta garbi utzi du Québec probintziarentzat ez dela podere miko bat gehiago eskainia deklarazio horrekin. Hots, Parlamentuaren erabakiak ez duela juridiko eta konstituzio mailan ondorio-rik.

Bestalde, Québec-en burujabezaleek aurrerapauso bat bezala kontsideratu dute erabaki hori. Horien aburuz, Québec-tarrek nahi izanez gero, zerk debekatuko ditu Canadatik ateratzeaz? Gainera, nola ulertaraziko zuten beren hautesleei burujabetzaren alde izan arren, Québec-tar nazioa sinbolikoki bada ere ofizialki ezagutzen duen erabakiaren kontra joanen zirela?

Erabakiaren ondorioak sinbolikoak izan ala ez, hasteko eta bat Canadako lehen ministroak ate bat ideki du. Québec-eko arduradunek, izan ditezen burujabezaleak edo federalistak, Harper-en gandik jestu zehatz bezain konkretuak itxoiten dituzte sistema fiskalaren desoreka konpontzeko, Ottawa eta Québec-en kompetentzi propio batzuren definitzeko, etab.

Zaila denez jakitea zein aurrerapenek abantail gehien dakartzkien, edozoin kasutan, ez dezagun ahantz abantail sinbolikoak eta benetakoak uztartzea dela bide sanoena eta eraginkorra.



... que le policier noir en civil, Antoine Granomort, qui a tué d'une balle de revolver un supporter du PSG, et qui a bénéficié d'une remise en liberté pour légitime défense, soit beaucoup moins blanc qu'on ne le croyait. Il passera au tribunal au printemps 2007 pour escroquerie et séquestration imaginaire. Au stade comme au tribunal, voilà un flic qui joue légitimement la défense!

... de la naïveté de l'Institution judiciaire qui s'apprête à débarquer le juge de proximité, Gilbert Ambrosi, récemment nommé par elle, que l'on découvre être un policier révoqué en 1992, après avoir été condamné à 30 mois de prison en 1987 pour torture et la matraque électrique sur un jeune cambrioleur. Pourquoi virer un si bon spécialiste du travail au corps, parfaitement apte à être juge de proximité?

... pas tant que ça de la triomphale seconde réélection de Hugo Chavez à la présidence du Venezuela. Il envisage désormais de modifier la Constitution pour être nommé président à vie, au moment où son ami Fidel s'apprête, lui, à quitter la scène politique. Le peuple des barrios, qui a élu Hugo, n'entend plus jouer les misérables...

... que, de puissance pétrolière moyenne, le Venezuela risque de devenir le premier producteur mondial, suite à la découverte d'un gisement gigantesque dans la région de l'Orenoque. Après avoir détrôné l'Arabie Saoudite, il ne restera au Président à vie qu'à se faire introniser roi et à nommer ministre du Pétrole l'inspecteur Derrick...

... et peu ému de l'entrée en agonie d'Augusto Pinochet, qui vient de recevoir les derniers sacrements afin qu'on lui réserve un petit strapontin dans un petit coin de paradis. Tartaro forme le vœu qu'il s'agisse d'un strapontin éjectable!

... de l'insondable incompétence de Dominique de Villepin, lançant à l'improviste, après le cuisant échec du CPE, la fusion de GDF avec Suez. Après une condamnation par la Cour d'Appel pour non information des organisations syndicales, c'est le Conseil Constitutionnel qui s'oppose à la privatisation de Gaz de France avant l'ouverture à la concurrence européenne du 1^{er} juillet 2007. Si Villepin était une femme, accepterait-on son incompétence?

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°1010 G 87190.



Une «loi municipale du sol» ?

Iban Larroulet

REFAIRE pour la quatrième fois un état des lieux sur l'immobilier en Pays Basque n'est pas de mise. Les colonnes de ce journal ont largement porté et décrit cette problématique, directement ou indirectement. Les maux sont décrits; que faire?

La règle fondamentale est que le marché existe et que l'offre et la demande s'y rencontrent. Le constat que l'on peut faire est le suivant:



1) les lois actuelles permettent les excès immobiliers que nous rencontrons et qui peuvent en arriver à rendre difficile pour les générations futures l'acquisition d'un logement, ce qui est une nécessité basique.

2) tout Etat a tout intérêt à voir un marché immobilier en bonne forme: ce sont des rentrées fiscales supplémentaires assurées: la presse économique espagnole a fait état l'an dernier qu'une chute de 10% des prix sur le marché immobilier espagnol supposerait une diminution de 0,8% du PIB en Espagne.

Pourquoi ne mettrait-on pas des quotas pour les résidences secondaires?

Nous ne spéculons pas ici sur l'existence ou pas d'une bulle immobilière, débat qui n'apporte rien à cet article.

Des organismes régulatoires? A quelle échelle les mettre? Etat, région, département...? Avec quel contenu?

Que faire ici au Pays Basque? Voici deux cas qui peuvent illustrer quelques problématiques qui se sont données.

En 1992, la Suisse avait mis en place un régime du sol qui limi-

taut la possession étrangère sur le territoire, notamment à travers la Lex Koller. Cette loi a permis depuis 1992 de délivrer 1.400 autorisations de résidences secondaires à des personnes habitant à l'étranger. Si elle a été mise en place en son temps, c'est qu'elle a été considérée comme une réponse à une problématique donnée. Cette loi est actuellement remise en cause, avec des débats nombreux et une abrogation qui se profile pour 2010.

En France, depuis quelques années, l'habitat à vocation sociale fait l'objet de quotas par municipalité, avec des amendes pour ceux qui ne les respectent pas.

Une loi doit posséder une pertinence de réponse à des problématiques et doit être un moyen d'atteindre des objectifs donnés. Dans le cas d'Iparralde, penchons-nous sur l'habitat principal et l'habitat secondaire.

Voici l'idée: pourquoi ne mettrait-on pas en place des quotas, pour les municipalités qui le souhaitent, sur le pourcentage de résidences secondaires (appartement ou maison) maximum que s'autorise un village ou une ville?: villes et villages pourraient décider de leur quota, en partant de leur situation actuelle, avec un objectif affiché sur les cinq années à venir. Les chiffres diffèreraient bien sûr d'une commune à l'autre.

Un point important dans les programmes municipaux

Du point de vue juridique de l'affaire, de prime abord, a l'air délicate: mettre en place des quotas par municipalité sur ces résidences secondaires, cela ressemble en termes de droit de l'urbanisme à de l'intrusion sur la notion même de la propriété. La proposition brute telle qu'exprimée peut paraître aujourd'hui saugrenue, mais la piste mérite d'être travaillée, affinée, pour les bénéficiaires suivants:

- début d'une régulation différente des programmes immobiliers,
- économie plus structurelle qui peut être induite, avec à terme moins de «villes mortes» ou de «villages morts» hors des congés et des week-ends, comme le sont devenus quelques villages bien connus de notre environnement,

- possibilité d'assainissement de l'investissement, en lui conférant une vocation moins spéculative.

Comme voie d'application, c'est dans un premier temps du côté des PLU et ex-POS que cette notion pourrait être indirectement intégrée, dans un respect du droit de propriété. Sous quelle forme?

Village par village, les habitants devraient demander aux différentes listes qui vont se présenter aux municipales de définir leurs objectifs immobiliers en termes de constructions et de résidences secondaires sur leur mandat. Il me semble que c'est un point important à réclamer dans les programmes électoraux municipaux.

Une fiscalité pour les habitations à occupation partielle

La deuxième voie, régulatoire, accessible qui peut, elle, être rapidement mise en place car légale, est la suivante: la fiscalité; les municipalités peuvent définir des impositions ou des primes particulières pour des habitations à inoccupation partielle (lisez les résidences secondaires). C'est une mesure à traiter au cas par cas, commune par commune, qui peut être regardée comme complémentaire à cette loi municipale du sol, mais ne pouvant en aucun cas générer à elle seule les bénéfices, ci-dessus décrits, recherchés: elle peut même à terme générer des effets pervers si non accompagnée.

C'est également une mesure à bien pondérer en fonction des objectifs qui seront affichés et des taux de résidences secondaires que souhaite telle ou telle ville ou village.

En conclusion, voici une suggestion de programme de fiscalité des habitations à inoccupation partielle qui peut être mise à l'ordre du jour des programmes électoraux abertzale en vue des prochaines municipales, village par village, comme première mesure.

Et aussi un chantier juridique régulatoire à creuser, cette «loi municipale du sol». D'autres pays ont su imaginer et mettre en place des réponses légales pour préserver leur sol. Pourquoi pas nous? N'étant pas un spécialiste en la matière, la balle est lancée à l'attention de nos juristes lecteurs... Paret ou erbot?



1970 à 2005 : quatre périodes pour illustrer ces

Prolongeant l'interview, paru la semaine dernière, d'Arño Cachenaute, acteur et pionnier d'une véritable révolution culturelle de l'agriculture basque en Iparralde, Enbata déroule à présent le film de trois décennies de syndicalisme dans la production ovine.

Comment passe-t-on de la dépendance à la Société Roquefort à l'affranchissement du syndicalisme officiel de notables, pour parvenir à une agriculture paysanne de qualité, susceptible de maintenir viables de nombreuses exploitations? C'est cette histoire datée et chiffrée qu'Arño Cachenaute retrace pour Enbata.

Arño Cachenaute



Période 1: 1970-1980 La fin du syndicalisme des notables

- Jusqu'en 1970, la quasi totalité du lait de brebis était collectée par les industriels de Roquefort.
- La Fédération des Syndicats Ovins (FSO) était censée défendre les éleveurs ovins. Son conseil d'administration et son animateur étaient les mêmes que ceux de la Coopérative Ovine du Sud-Ouest (CAOSO). Par contre l'organisation était indépendante de la FNSEA.
- Le prix du lait était fixé en Aveyron, selon un calcul déterminé. Le résultat obtenu était appliqué au Pays Basque, moins une marge de 7 à 8%.

1972

- Première crise de surproduction: il y avait trop de lait pour être transformé et vendu en Roquefort sans baisse de prix. En Aveyron comme en Pays Basque, la collecte est arrêtée au 1^{er} mai.
- Au 1^{er} mai, aucun éleveur n'a touché le premier centime pour ses livraisons de lait.
- Un groupe de jeunes paysans (aujourd'hui vieux) s'intéresse à ce qui se passe à la FSO et constate la collusion avec les industriels.
- Une première réunion est organisée à Garazi sur initiative de ce groupe de jeunes paysans, en invitant les responsables de la FSO à venir s'expliquer face aux éleveurs.
- Suite à cette action, le versement du retard et, pour les années à venir, un acompte mensuel sont obtenus des industriels.
- Une restructuration s'opère au sein de la Société des Caves (plus gros collecteur). Le groupe Perrier et le Crédit agricole deviennent actionnaires majoritaires et la machine redémarre.

1973

- Les paysans contestataires demandent l'organisation d'élections démocratiques au sein de la FSO et l'obtiennent. 4 ou 5 réussissent à se faire élire au conseil d'administration.
- La collecte de lait ayant repris normalement, la préoccupation prioritaire était le problème de l'agalaxie. Ce fut la principale bataille des contestataires. La méthode d'éradication, utilisée par la DSV et soutenue par les organisations, était l'abattage des troupeaux, avec une indemnisation correspondant à 30% de la valeur de la brebis.
- Les contestataires, constatant que la brebis atteinte guérissait normalement et était immunisée, s'opposaient à l'abattage systématique et demandaient une indemnisation des pertes économiques et la mise en place d'un vaccin. 200 producteurs étaient concernés.
- Dans le même temps, nous assistions aux réunions de fixation du prix du

lait entre la FSO et les industriels de Roquefort.

- Le choix du développement des exploitations se portait sur les races locales et le centre ovin de Mauléon était créé.
- A la demande de producteurs de lait de la vallée d'Ossau, puis de Soule, les Chaumes commencent à collecter du lait de brebis.

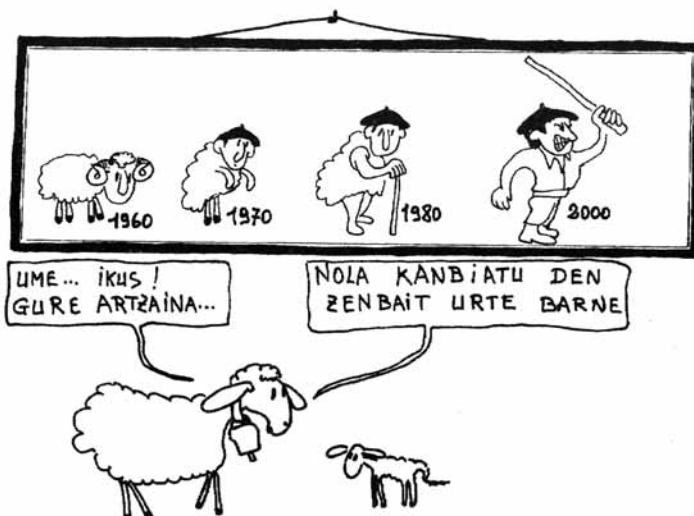
1976

- Election des délégués et renouvellement du CA: les contestataires deviennent majoritaires.

1977

La priorité est donnée à deux autres dossiers

- Création du syndicat de défense de la tomme de brebis des Pyrénées, futur Ossau-Iraty.
- Obtention du même prix de lait qu'en Aveyron par suppression de la marge. La justification de la création du syndicat de défense était la nouvelle crise en Aveyron, due à un développement plus rapide de la production par rapport à la consommation de Roquefort. Au sein de l'interprofession aveyronnaise, trois décisions avaient été prises:



- Afin de résoudre le problème de l'agalaxie, nous sommes en mesure de mener des actions pour sensibiliser tous azimuts: élus, organismes sanitaires, ministère, laboratoires, etc. Cette sensibilisation se traduit par la première manifestation des bergers à Bayonne. Suite à cette manifestation, nous obtenons satisfaction sur l'ensemble de nos demandes: plans de lutte par vaccination gratuite pendant 5 ans, prise en compte des pertes économiques, etc.

- collecte de tout le lait,
- maintien du roquefort en haut de gamme (adéquation transformation / production),
- mise en place de transformations autres, appelées diversification, avec taxe de diversification prélevée sur tous les litrages, pour financer la moindre valorisation. Cette taxe était de 3 cts la première année et atteindra 1,05F en 1985, année de mise en place des quotas.
- Avec la création de la société Pyréné-

Evolution de la collecte et des transformations par

| | Volume collecté 1989/1990 | Volume collecté 2003/2004 | Evolution |
|--|------------------------------|------------------------------|-----------|
| Fromagerie des Chaumes | 9.338.098 l | 16.596.650 l | + 77,7% |
| Pyrénéfrom | 8.776.805 l | 14.488.194 l | +65% |
| 3A | 3.201.745 l | 2.516.838 l | -21,4% |
| Berria/Onetik | 1.975.019 l | 4.146.318 l | +110% |
| Agian/Agour | 533.437 l | 3.368.983 l | +532% |
| SARL Garazi | 213.051 l | 656.569 l | +208% |
| Barétous/Fromagerie Pays d'Aramits (1) | 1.854.718 l | 699.198 l | |
| CLPB (2) | 0 | 3.169.413 l | |

Les entreprises transformant une part substantielle en Ossau-Iraty ont les pourcentages suivants: (1) La Fromagerie du Barétous n'existe plus en 2003/2004. Une partie des producteurs a rejoint la Fromagerie des Chaumes. (2) En 1989/1990, la CLPB faisait partie de 3A qui réalisait la collecte et la transformation d'une petite partie pour son compte. (3) Malgré le secret statistique, la différence (4 786 524 l) transformée en autres fromages.

2006ko abendoaren 7a

(H)ASTEKO HITZA

Bada kasik urte bat *Alda!*-k abertzale estrategia eta jendarte ereduari buruzko gogoetak jorratzen dituela.

Manu Robles-Arangiz Fundazioaren hitzaldietan parte hartu duten pertsonetaz gain, abertzale munduko eta Euskal Herriko jendarte eragile frangok beren iritziekin *Alda!*-ren mamia aberastu dute.

Urte bukaera dela eta, *Alda!*-ren gogoetak irakurleei molde gero eta erakargarri batean hel arazteko, Manu Robles-Arangiz Fundazioak abendutik goiti bere astekariaren bertsio berria argitaratzen hasi da.

Gogoeta, eztabaida eta formakuntza tresna hau hobetuz eta egokituz goaz.

Zuek ere laguntzen ahal gaituzue, zuen oharrak hel araziz, eta zuen inguruetako lagun eta ezagunak harpide bilakaraziz!

Cela fait bientôt un an qu'*Alda!* contribue à la réflexion sur la stratégie abertzale et le débat sur le projet de société souhaitée.

De nombreux abertzale et acteurs sociaux du Pays Basque ont, en plus des conférenciers invités par la Fondation Manu Robles-Arangiz, contribué à enrichir le message d'*Alda!*.

Souhaitant que les réflexions d'*Alda!* atteignent de la manière la plus efficace ses lecteurs et à l'approche des fêtes de fin d'année, la Fondation Manu Robles-Arangiz, lance dès cette semaine la nouvelle version de son 4 pages.

Nous faisons tout pour améliorer cet outil de réflexions, de discussions et de formation.

Vous aussi vous pouvez être acteur, en nous faisant part de vos commentaires et en faisant de vos proches et amis des abonnés.

Des temps nouveaux...



Je crois de plus en plus que le combat abertzale est à l'aube de temps nouveaux et qu'il doit d'ores et déjà s'y préparer le mieux possible, notamment en repensant l'ensemble de ses grandes questions stratégiques.

Une nouvelle phase en préparation en Hegoalde

Il est souvent difficile de décrypter ce qui se passe réellement en Pays Basque sud : le gouvernement espagnol ne fait pas un pas public tangible alors qu'ETA est en trêve unilatérale depuis de longs

mois, l'acharnement répressif contre les prisonniers politiques basques et les partis ou groupes de la mouvance Bata-suna ne connaît pas de répit, même la reconnaissance du Québec comme une "nation à l'intérieur du Canada" ne semble pas être un modèle importable pour Zapatero, on entend de plus en plus que le "processus est en crise" ou que la situation est des plus risquées, ETA vole des centaines d'armes de poing et Iñaki de Juana mène une grève de la faim qui peut très bien connaître une issue fatale.

▼
*Nous devons analyser
ces nouvelles donnes,
anticiper les changements,
les ouvertures
qui peuvent s'offrir à nous.*

Pourtant, je crois pour ma part que la ligne de fond qu'il faut savoir discerner dessous ce fatras d'indices inquiétants est qu'on est réellement en présence

d'une décision stratégique de l'organisation ETA de mettre un terme à la lutte armée en Hego Euskal Herria. Cette décision ouvre une situation nouvelle, avec d'immenses potentialités qu'on n'a pas encore commencé à exploiter.

Les illusions qui ont pu être entretenues quand à ce qu'on pouvait obtenir de Zapatero ou du PSOE, le repositionnement de chaque parti à la recherche de son espace réel dans ce nouveau contexte en train d'émerger, et une large confusion entretenue au sein de la population sur ce qui est vraiment en train de se jouer (et sur les endroits où c'est en train de se jouer), n'ont pas forcément aidé les choses à se décanter, les potentialités d'alliances et de stratégies nouvelles souverainistes à être étudiées et exploitées comme elles le méritent.

Mais pour moi, c'est une question de temps, et quelques soient la complexité de la situation actuelle ou les parenthèses douloureuses qui pourraient se réouvrir, je crois que nous devons dès aujourd'hui travailler aux stratégies, aux alliances de ce panorama politique à venir.

SUSTRAIAK
Iparraldeko mugimendu abertzaleari buruzko historia pixkat

- Jakes Abeberry
- Michel Berocohrigoin
- Betti Bidart
- Christiane Etchallus
- Patxi Nobila

Maiatzaren 13tik (ostirala), 15era (igandea)
BIDARRAI (Aurramendiren egonlekuan, pilota plazaren ondoan)

MANU ROBLES-ARANGIZ INSTITUTUA
Zure izena aintzinetik eman
e-mail : ipar@mrfundazioa.org

Sustraiak 2005

Des perspectives nouvelles dans l'Etat français

Le ou la prochain(e) président(e) de la République Française a de fortes chances d'être Nicolas Sarkozy ou Ségolène Royal. Les programmes des partis qui les soutiennent s'enfoncent toujours plus dans la dérive libérale, celle de la démission du politique, de la démocratie devant le marché tout puissant, devant la course destructrice -pour la qualité de nos vies comme pour la planète- au profit. Rien de nouveau sous le soleil sera-t-on donc tenté de penser.

Je ne crois pas que ce soit exactement le cas. Dans ces prises de pouvoir des principaux appareils politiques par Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, je lis également la fin d'un cycle, dominé par les réseaux Chirac et Mitterand et je crois distinguer des fissures dans la chape idéologique jacobine qui verrouille tout, qui fige tant de choses dans l'Etat français.

S'il y a bien quelque chose qui n'a pas changé par rapport à hier, c'est que tout ce qu'on obtiendra sera le fruit du rapport de forces que l'on aura su mettre en place pour défendre nos revendications.

Du viol du tabou sur la discrimination positive, à des approches plus pragmatiques sur la diversité culturelle, la régionalisation face au sacro-saint centralisme, je crois que le rapport entre Iparralde et

l'Etat français peut demain bénéficier de plus d'ouvertures que dans la situation actuelle. Ce n'est pas uniquement ce renouvellement de personnel politique, de génération de dirigeant(e)s qui me fait croire en des possibilités nouvelles d'évolution institutionnelle pour Iparralde dans la décennie qui vient.

C'est également le contexte global : celui qui s'annonce en Pays Basque sud, les évolutions en Europe, le débat sur la réforme de l'Etat en France, l'acceptation - après 35 ans de prêche dans le désert- des données écologistes sur la gravité de la situation (réchauffement de la planète, pic de Hubbert des réserves d'énergies fossiles et de certaines matières premières) et les débats que cela va produire sur la nécessaire relocalisation de l'économie, du politique...

Rien n'est gagné, et s'il y a bien quelque chose qui n'a pas changé par rapport à hier, c'est que tout ce qu'on obtiendra sera le fruit du rapport de forces que l'on aura su mettre en place pour défendre nos revendications.

Mais nous devons analyser ces nouvelles données, anticiper les changements qui vont se succéder, les ouvertures qui peuvent s'offrir à nous. Nous devons réexaminer notre discours, notre manière d'expliquer l'intérêt et l'actualité de nos revendications, nos stratégies, les alliances possibles, ainsi que la manière de concevoir nos futures mobilisations, pratiques militantes, manières d'investir tel ou tel champ d'action encore vierges.

Bref, il est temps d'avoir une réflexion stratégique de fond pour mettre en phase le combat abertzale avec les enjeux à venir, les perspectives nouvelles qui se dessinent, les opportunités qu'il convient de ne pas rater.



Sustraiak 2005

Sustraiak

Une manière fructueuse de nourrir une telle réflexion stratégique est bien évidemment de dresser des bilans des différents champs d'action dans lesquels nous sommes engagés (Par exemple la remarquable initiative des Assises de l'action municipale abertzale ou l'assemblée générale de bilans et perspectives que doivent prochainement tenir les Démos).

On peut également prendre encore plus de recul en remontant aux racines mêmes de ce combat : réfléchir à la manière même dont le mouvement abertzale est né, s'est construit en Iparralde, a grandi lors des années 60 et 70. En revenant au coeur des débats, des enjeux, aux objectifs de départ et à la manière dont ils ont ou non été atteints, on alimente bien évidemment notre réflexion sur les combats à venir. En étudiant le passé, on peut parfois comprendre plus clairement l'avenir qui se dessine.

Nous devons réexaminer notre discours, notre manière d'expliquer l'intérêt et l'actualité de nos revendications, nos stratégies, les alliances possibles, ainsi que la manière de concevoir nos futures mobilisations, pratiques militantes, manières d'investir tel ou tel champ d'action encore vierges.

La Fondation Manu Robles-Arangiz organise pendant la seconde moitié du mois de décembre un cycle intitulé SUSTRAIAK qui sera l'occasion de revisiter ces années folles qui ont vu éclore en Iparralde le mouvement abertzale tel qu'on le connaît aujourd'hui. Des abertzale qui ont milité dans ces décennies-là viendront témoigner de leurs parcours personnels, des luttes ou champs d'actions auxquels ils ont participé.

Tout cela n'est guidé par aucune tentation nostalgique mais au contraire par la soif de mieux préparer l'avenir. Rendez-vous donc les 15, 27, 28, 29 et 30 décembre au local de la Fondation pour revisiter ensemble nos racines communes.

Txetx Etcheverry
(txetx@wanadoo.fr)

Bideo ainitz... tele saila bat!

Samatsa

Jose Luisek zernahi badu egiteko bere etxean, egia da Marianok ez dakola bizia errexten. Bainan zer erran auzoan duten etxeaz. Gidoia idatzi dutenek zinez ixtorio korapilotsua asmatu dute. Etxe hau bizpahiru apartamendutan zatitu dute duela bultaña bat orain. Historia aski konplikatu zen hortan, bainan beste pertsonaiak badira oraino, Jacques, Ségolène, Nicolas, Michèle, eta abar; horiek pentsatzen dute sinpleki aipatu dugun etxea ez dela auzoan; orokorki ez dituzte maite lotizamenduan atzemaiten diren etxe ttipiak, nahi lituzkete ikusi bakarrik gaztelu eder batzu.

Etxe berezi horren apartamendu populatuenean, Juan Jose da nagusi eta Juan Josek bere apartamendua biziki maite du. Arazo batzu baditu hala ere; bere etxea osoki maite du, bainan ez du nahi bere amodioa aitortu eta auzoko apartamenduetan diren nagusiekin (Miguel eta Jean-Jacques) ez baita errex akomahatzea.

Miguelek pentsatzen du bere apartamendua ez dela lotua etxeari, jakinez alta zimenduak amankomunkak direla. Jean Jacques aldiz borrokatzen da gaineko apartamendua loturik atxikitzeko beste etxe bati. Etxe guzietan bezala, beste batzuek dena berrantolatatu nahi dute, Maria, Alain, Patxi,...

Aipatu dugun etxeak hamaika amoros baditu. Arnaldo, Begoña, Patxi, Joseba eta hainbat oraino. Horiek itsutuki maite dute beren etxea eta mementoan denek pentsatzen dute amodio bat ez dela partikatzen, denek nahi lukete premu izan, euskal ohidura errespetatzeko.

Tele saila honek "audimat" handi bat egiten du, biziki behatua baita; bainan orain luzea dirudi ere, tele-ikusleak aspertzen hasi dira, senditzen baitute ber gertaldiak berriz pasatzen direla. Garaia da tele sailaren bukaera atzemaiteko, sukaldean ari dira eztabaidatzen, bainan denek galdera bat pausatzen dute: nork du gidoia idazten?

□

SIGRID HUNKE

Le soleil d'Allah brille sur l'Occident

Notre héritage arabe

Editions Albin Michel *Espaces libres*

Allah-ren eguzkiak, mendebaldea argitzen du liburua 1960an alemanian argitaratu izan da. Nobela bat bezain goxoki irakurtzen den liburuak arabiar zibilizazioaren eraginak (ia 8 mendeko garai distiratsuan) Mendebaldeko matematiketan, astronomian, medikuntzan, arkitekturan, musikan eta olerkilaritzan aurkezten ditu. Autoreak ez ditu grekoen, erromanoen, txinatarren, indiarren edo judutarren eraginak ttipitu nahi... inondik ere. Kontuan hartuz, zibilizazio bat, asko eraginen ondorioa dela, haietariko bat, guttitan aipatua dena, molde formatzailean aurkezten digu.



Espaces libres Albin Michel

"Alors que l'Europe se débattait dans un Moyen Age de conflits et de blocages, le monde arabe était le théâtre d'une admirable civilisation fondée sur les échanges économiques, intellectuels et spirituels. Dans toutes les disciplines - mathématiques, astronomie, médecine, architecture, musique et poésie -, les Arabes multiplièrent les plus prodigieuses réalisations."

Venant d'Italie, de Sicile, d'Espagne et autres territoires soumis à la domination

ou à l'influence arabe, passant par l'entremise de grands princes, comme Frédéric II de Hohenstaufen ou par le canal de nombreux voyageurs (négociants, pèlerins, croisés, étudiants), les réalisations de cette prestigieuse civilisation ont peu à peu gagné l'Europe où elles jouèrent un rôle déterminant dans l'écllosion de la civilisation occidentale.

Sigrid Hunke brosse un tableau saisissant de cette rencontre entre l'Orient et l'Occident. L'influence décisive de la civilisation arabe sur celle de l'Europe - influence trop souvent passée sous silence, sinon ouvertement contestée - est enfin mise en pleine lumière."

La lecture de ce livre permet de se rendre compte qu'on a souvent tendance à considérer que l'histoire de l'Europe est l'histoire de l'"univers". L'ouvrage met l'accent sur le rôle d'une des parties du monde ayant assumé, comme les autres, son rôle dans le scénario de l'histoire universelle. Il s'agit de la civilisation arabe qui a rarement eu le droit à un jugement objectif et équitable avant la sortie de cet ouvrage.

"Le soleil d'Allah..." nous donne l'occasion de nous interroger au-delà de ce qui nous sépare du monde arabe, sur ce qui nous lie à ce dernier, sur ce que nous avons de commun !

De l'"assaisonnement du quotidien", aux "mains qui guérissent", en passant par la "numération écrite universelle" et le "ciel au-dessus de nos têtes" ses différents chapitres montrent que "beaucoup de mains tissent le grand tapis de la civilisation". Comme le dit l'auteur, "chacune d'elles contribue au travail commun et a droit de ce fait à notre gratitude".

□

The Host

Corée du Sud - 2006 - 1h59 en VO
 Réalisé par Joon-ho Bong, avec Bae Doona, Hae-il Park, Byeon Hie-bong...

Dans la morgue d'une base militaire américaine en Corée. Un médecin américain ordonne à son auxiliaire coréen de balancer dans l'évier (donc dans la rivière) des bouteilles de pro-

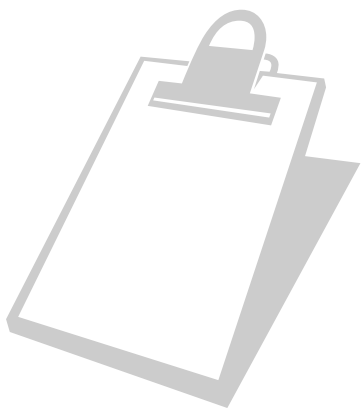
duits toxiques. Quelques années plus tard, un gigantesque monstre amphibie surgit de la rivière et bouffe tout le monde. On est à peu près à 10 minutes de film, et le récit est parti dans toutes les directions possibles : film de monstre, mélo familial, fable urbaine, comédie burlesque, et brûlot politique.

Parce que cette créature emporte une fillette dans son antre en guise de provision, la famille de la petite - son père pas très malin, son grand-père propriétaire d'un snack, son oncle jeune diplômé chômeur et sa tante championne de tir à l'arc - défient les autorités et partent à sa recherche, tandis que la rumeur parle d'un mystérieux virus et que les Américains, décrétant la Corée incapable de gérer la crise, prennent les choses en main..

Il n'y a guère que les Coréens ou les Japonais pour enfanter des œuvres aussi mutantes que celle-ci (on l'imagine mal passer les mailles de producteurs français) et c'est tout simplement génial, sorte de film Godzilla doublée d'une charge à bout portant sur les désastres écologiques à venir. Burlesque ET touchant ET impressionnant : après MEMORIES OF MURDER, Joon-ho Bong continue de changer en or tout ce qu'il touche... □



L'Agenda de la Fondation



✓ Cycle SUSTRAIAK - Suite du week-end organisé à Bidarraï - *L'histoire du mouvement abertzale en Iparralde*, au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz, 20 rue des Cordeliers dans le Petit Bayonne.

◆ Conférence publique vendredi 15 décembre à 20H30 (*en français*) :

Les premiers pas du mouvement abertzale en Pays Basque nord (Période 1967-1981) : mieux comprendre notre présent en connaissant notre histoire.

Avec Bixente Vrignon, journaliste, auteur du livre "*Les années oubliées*".

◆ Du mercredi 27 décembre au samedi 30 décembre (*en euskara*) :

Témoignages d'abertzale ayant milité dans ces années-là : la création et le combat des



1966ko Aberri Eguna Hendaian

ikastaldi, le chant basque et le temps des kantaldi, les luttes sociales, l'évolution politique, les relations entre abertzale d'Hego et d'Iparralde, la répression, etc. : la plupart des sessions seront en euskara, sans traduction simultanée (sauf le samedi matin : la session sera en français). Le programme exact sera détaillé la semaine prochaine dans *Alda!*



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
 20, Cordeliers karrika
 64100 BAIONA
 ☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
 ipar@mrafundazioa.org
 www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
 Fernando Iraeta
 Ipar Euskal Herriko arduraduna
 Txetx Etcheverry
 Alda!ren koordinatzailea
 Xabier Harlouchet



35 années de syndicalisme ovin en Pays Basque

from à la fin des années 1960 et le démarrage de la collecte par Chaumes, tous deux pour transformation industrielle en tomme de brebis, production jusque-là fermière, surtout dans les vallées béarnaises et les estives basques, le risque était grand que ce fromage typiquement de chez nous ne devienne un simple produit de diversification, moins valorisant, des excédents aveyronnais.

1978

● Le syndicat de défense est créé et débouche sur la constitution d'un dossier pour la reconnaissance de notre fromage en AOC, reconnaissance obtenue en 1980

● A cette période, se mettaient en place des groupes de producteurs pour la transformation artisanale du fromage : Abbaye de Belloc, Berria, Garazi et Agian. La période 1970-1980 fut une période de sortie de résignation et de sous-développement, grâce à la volonté de quelques paysans ayant acquis une formation Euskaldun Gazteria, mais également grâce au bouillonnement d'idées de la période post-mai 68 qui suscita un enthousiasme certain pour l'idée qu'«une autre société est possible si nous voulons être acteurs», autour de J. Pitreau et autres.

● Au Pays Basque, à la même période, la prise en charge de responsabilités s'effectuait au sein du CDJA Pays Basque, des structures de la FNSEA, des sections laits, etc.

Période 2: 1980-1990

Une période déterminante pour le lait de brebis

● Par volonté de s'extraire de la dépendance des industriels de l'Aveyron, qui considéraient le Pays Basque et la Corse (uniques pays producteurs de lait de brebis en dehors de l'Aveyron) comme marginaux par rapport au développement

| Evolution des principaux indicateurs de production laitière ovine | | | | |
|---|-------------|--------------|--------------|-----------|
| Période de 1975 à 2005 (1) | | | | |
| | 1975 | 1990 | 2005 | Ecart |
| Nombre de livreurs (2) | 3.085 | 2.653 | 1.811 | -41 % |
| Nombre de brebis | 270.000 | 410.000 | 486.000 | + 80 % |
| Production livrée aux laiteries | 9.900.000 l | 27.000.000 l | 46.000.000 l | + 365 % |
| Transformation | 9.900.000 l | 26.000.000 l | 52.700.000 l | + 432 % |
| Prix du lait payé aux producteurs | | 0,93 | 0,9401 | +1,1 % |
| Prix du fromage stade consommateur | | 11,55 € | 15,20 € | + 31,60 % |

(1) Ces indicateurs sont des données Pyrénées Atlantiques. Il est à noter que 85% du nombre d'éleveurs, du nombre de brebis et de la production se situent en Pays Basque.
(2) Au nombre de livreurs, il faut ajouter 320 producteurs fermiers, dont la moitié en Pays Basque.

promu chez eux, des groupes ont su relever la tête, construire et développer des outils sans lesquels il est facile d'imaginer où nous en serions aujourd'hui.

1980

● La FSO avait toujours pour mission de négocier le prix du lait avec les industriels de Roquefort. Notre objectif était de gommer la différence de prix (marge) dont nous avions déjà obtenu la réduction de 6 à 2%. Les négociations 1981 devaient parvenir à l'annuler. Les patrons refusaient de se déplacer et déléguèrent le directeur de Pyrénéfrom pour nous annoncer le prix qu'ils avaient décidé de payer. Ce prix ne correspondait pas à nos objectifs.

● Pour faire pression et diversifier le nombre d'acheteurs, la FSO avait intéressé la CLPB-ULP à démarrer la collecte.

1981

● Malgré de multiples relances, aucune suite n'était donnée à nos demandes. Une manifestation fut organisée devant la laiterie de Larceveau.

● A l'image de syndicats de producteurs

créés au fur et à mesure de l'avancée de Chaumes, un syndicat de producteurs livrant à Roquefort fut créé. Sonna la fin de la FSO, morte d'asphyxie financière, les cotisations étant collectées par les laiteries. C'est la rançon de la dépendance.

1982

Création d'ELB

● Les militants ovins, bovins lait, JA etc. avaient fait un travail colossal auprès des paysans. Le pluralisme syndical était enfin reconnu par la gauche arrivée au pouvoir. Devant l'impossibilité de faire prendre en compte les vrais problèmes des paysans et faire avancer les solutions au sein de la FNSEA, la création du syndicat ELB fut décidée.

● La crise avec Roquefort, qui n'acceptait pas la perte de son monopole, était à son comble. Ils brandissaient la menace de non-collecte. Pour contourner la «paille» une structure bidon était créée: le GIE ovin lait voyait le jour, avec Jean Jacques Lasserre comme président (déjà lui!).

1985

● Création de l'Interprofession ovine laitière en remplacement du GIE ovin lait qui n'avait aucune existence réelle.

1987

● Le 3 octobre, à Ordiarp, consécration de l'Interprofession ovine, sous la présidence de Jean Louis Gracy. Ce que tout le monde retint de cette journée fut la déclaration de Turlait, directeur des Chaumes: «vos brebis sont paresseuses, il faut qu'elles produisent plus, sinon nous irons chercher le lait ailleurs».

● A noter que pour cette journée, ELB avait réalisé un dossier sur sa conception de l'organisation de la production ovine.

1990

● Le 9 novembre, lors de l'AG de l'Interprofession, Jean Etxeleku terminait son mandat de président et cédait sa place à Mirassou. Dans son intervention, Jean Etxeleku se posait la question du risque de crise, compte tenu de l'augmentation

de 20% de la production laitière en un an. Mais aucun autre transformateur ne pipait mot.

● Le président de la CLPB de l'époque avançait l'argument suivant: «la valeur économique du lait de brebis ne doit pas être supérieure à deux fois celle du lait de vache», donc autour de 4F!

● Le syndicat des producteurs livrant à Pyrénéfrom avait négocié un prix de 6,25F pour 1991. Le prix moyen, toutes laiteries confondues, était de 6,10F en 1990.

● C'est à la négociation du prix 1991 entre le syndicat des producteurs et Chaumes que les hostilités se déclenchèrent. La baisse du prix du lait était incontournable, nous disait-on, car il y avait trop de stocks, en raison de l'augmentation de 20% de la production, mais également de l'augmentation de 27% de la fabrication, par rapport à 1989.

Période 3: 1990-2000

une période contrastée: bagarre syndicale, baisse du prix du lait, ancrage de l'AOC par la promotion, développement de la production

1991

● Ce fut l'année d'une lutte intense, avec occupation, pendant plusieurs jours, des sites des industriels annonçant la baisse du prix du lait: Boncolac (ULP-3A) et Chaumes à Mauléon. Une table ronde, organisée à la préfecture à la demande d'ELB, mit fin aux occupations.

● Les revendications d'ELB furent acceptées dans leur principe:

- promotion collective,
- mise en place de prix différenciés avec deux niveaux: 6F pour le volume transformé, prix à déterminer pour le volume dégagé.

Les modalités d'application devant être déterminées à l'Interprofession.

1992

● Mise en place de la promotion collective avec un budget de 7 millions de francs et lutte intense pour introduire la notion d'AOC Ossau-Iraty.

| L'entreprise: période 1989 / 1990 à 2003 / 2004 | | | | |
|---|--|--|---|-------------|
| Evolution % | Volume total transformé PPNC 1989/1990 | Volume total transformé PPNC 2003/2004 | Volume total transformé PPNC + pâtes molles 2003/2004 | Evolution % |
| 7,73 | 10.090.085 l | 11.109.539 l | 11.109.539 l + 4.786.524 l (3) | +57,54 |
| 65 | 8.679.845 l | 19.308.801 l | 19.308.801 l | +122,45 |
| 1,4 | 4.158.512 l | 9.015.656 l | 9.015.656 l | +116,80 |
| 10 | 1.610.823 l | 5.530.000 l | 5.530.000 l | +243,25 |
| 32 | 625.941 l | 4.747.000 l | 4.747.000 l | +658 |
| 208 | 213.051 l | 704.734 l | 704.734 l | +231 |
| | 1.226.685 l | 837.181 l | 837.181 l | |
| | | 31.475 l | 31.475 l | |

Étages d'évolution les plus importants.
Les données se retrouvent à la laiterie d'Aramits.
La transformation. En 2003/2004, CLPB collecte chez ses adhérents, vend le lait et fait transformer.
La production de fromages est supposée pâte molle Brebiou.

(Suite page 10)





Arrestations à point nommé

Troisième et quatrième opérations policières en France depuis la trêve d'ETA du 24 mars, après celle près de Bordeaux du 1^{er} juin (deux arrestations), et celle du 20 juin concernant l'impôt révolutionnaire.

LA première visait trois présumés militants d'ETA, dont la maison était apparemment surveillée depuis six semaines. Un havre campagnard à Quézac, dans le département de la Lozère. La police y a



Arrestation en Lozère...

interpellé le 29 novembre en fin d'après-midi Zigor Garro, Ekain Mendizabal et Marina Bernardo. Le premier est considéré, selon la police, comme l'actuel chef de la logistique d'ETA. La maison ne recelait que quelques documents. On a tenté de faire un lien entre le trio et le vol d'armes le 23 octobre à Vauvert, mais les indices sont minces. La garde à vue s'est poursuivie dès le 30 novembre dans les locaux de la DNAT à Paris.

Ces arrestations interviennent «juste lorsque le PSOE s'est rendu compte que les choses al-

laient mal en termes électoraux», a commenté le leader d'EB, Javier Madrazo. Allusion aux attaques efficaces du PP, et au surplace du gouvernement dans le processus de paix.

Ajoutons enfin que Zigor Garro était l'un des deux accusés en fuite du procès qui s'achevait à Paris. Il venait d'y être condamné à 7 ans de prison.

La deuxième opération s'est déroulée le 2 décembre dans un petit village du département du Cantal, là encore vers le centre de la France. Cette localisation serait due, dit-on, à la proximité d'un important entrepôt de dynamite... Les arrestations se

sont déroulées dans la journée de samedi, dans un gîte rural de la commune de Labesserette, après une traque de longue durée. Les policiers y auraient découvert des armes et des documents. La prise la plus importante serait celle d'Eneko Bilbao, à qui on attribue un grave attentat sur les personnes. Les deux autres présumés ETA sont Borja Gutierrez Elordui et Zorion Salsamendi.

Le journal *Sud-Ouest* titre son compte rendu: «Pas de trêve pour la police». On peut ajouter... et pour les gouvernements français et espagnol.

■ **La justice cogne à Paris.** La Cour d'Assises Spéciale de Paris a condamné le 29 novembre les quatorze accusés de l'affaire dite «Tchernobyl» de la cache d'armes d'ETA, découverte en juillet 2002 à Rivière dans les Landes.

Celui qui était désigné comme le chef de l'appareil logistique d'ETA au moment de son arrestation en septembre 2001 à Dax, Asier Oiarzabal, a été condamné à vingt ans de réclusion criminelle, avec peine de sûreté des deux tiers. Condamnés à dix-sept ans de réclusion, avec peine de sûreté des deux tiers: Maria Dolores Lopez Resina, Alberto Ilundain, Felix Espartza, Didier Aguerre et Lorentza Guimon, ces deux derniers citoyens français. Celui qui aurait été le «financier» d'ETA, Juan Angel Otxoantesana, a été condamné à treize ans de réclusion, dont sûreté des deux tiers. Les cinq membres de la famille Erbina, «gardiens» de la cache d'armes, d'argent et de documents dont lettres d'extorsion, ont été également sanctionnés. La mère de 73 ans et ses deux filles à quatre ans de prison dont trois avec sursis, ce qui devrait couvrir leur prison préventive; le père de 81 ans et le fils à trois ans et un an de prison avec sursis. Les deux accusés par défaut ont été condamnés à sept ans de prison.

Cette affaire criminelle ne comportait aucune atteinte à l'intégrité des personnes.

■ **Kale borroka.** Une agression s'est produite vers minuit, dans la nuit du 23 au 24 novembre, contre le siège de la Délégation du gouvernement central, à Vitoria-Gasteiz. Après avoir mis le feu à une barricade, afin d'empêcher la prise de photos, quelques manifestants ont lancé cinq cocktails Molotov contre l'édifice, mais ceux-ci n'ont pas provoqué de dégâts. Ils ont jeté autour d'eux des tracts: «*Errepesioa ez da bidea*».

Le samedi 2 décembre a été également très chaud. A Vitoria, attaque du siège du PNV; de trois banques à Markina et d'une agence Peugeot à Bilbao.

■ **Manif à Bayonne.** Le jeune itinérant en faveur des preso malades et en fin de peine a gagné Bayonne le 25 novembre. Huit grévistes de la faim ont pris part ici à ce mouvement. Une soixantaine de personnes se sont manifestées sur la Place St-André, portant une banderole rappelant l'objet de la manif.

Le 28, une table ronde a eu lieu sur le thème de la suppression de la 14^{ème} Section anti-terroriste de Paris. Le 29, au Txiri Boga, débat sur la nouvelle doctrine de prolongation des peines en Espagne. La mobilisation s'est achevée le samedi 2 décembre.

1970 à 2005 : quatre périodes pour illustrer ces 35 années de syndicalisme ovin en Pays Basque

☞ (Suite de la page 9)

● Absence et opposition totale du président du collège producteurs, J-L. Gracy, et du président de l'Interprofession, Mirassou, à la mise en place de prix différenciés. Un prix moyen à la baisse est décidé, en contradiction avec les accords de la préfecture de l'année précédente.

● De son côté, la commission ovine d'ELB proposait une méthode de répartition de la production en fonction des UTH des autres productions et le maintien de la production dans sa zone d'origine.

1996

● Lancement de la promotion spécifique Ossau-Iraty.

● Création de l'intersyndicale FDSEA-ELB, suite à la contestation par ELB des conclusions de l'étude filière ovine réalisée à la demande du préfet.

● Accord pour exclure les éleveurs de race Lacaune des aides publiques à l'installation et aux investissements.

● Accord dénoncé et combattu par l'appareil FD et JA.

Période 4: 2000–2010
déficit de production, stagnation du prix, arrêt puis reprise de la promotion collective

● L'heure des choix?

Le début de la décennie a vu:

● La prise en compte des surcoûts d'investissements bergeries par le Conseil régional. Seuls sont aidés les investissements en faveur des élevages en races locales.

● L'évolution du cahier des charges Ossau-Iraty.

● Le non-respect des accords inter-syndicaux dénoncés par l'appareil de la Fédération et leurs nouveaux représentants.

● Un développement exceptionnel du marché fromage de brebis du Pays Basque, à un moment où la consommation de fromage régresse globalement.

● Grâce à l'action de l'interprofession, les laiteries ont été contraintes d'arrêter de favoriser l'augmentation de la taille des élevages par un prix dissuasif du lait. Le lait des lacaunes est

payé à un tarif moindre.

● L'acharnement de la Fédération, de la Chambre d'agriculture contre les nouvelles mesures du cahier des charges remettant en cause le productivisme, aboutit à la prise de pouvoir par la FDSEA au conseil d'administration du syndicat de l'AOC Ossau-Iraty et à la non-publication par le ministère du nouveau décret pourtant signé.

● En fait, un an et demi plus tard, consciente de l'impasse dans laquelle elle s'est engagée, la FDSEA est contrainte de rechercher un accord avec ELB. A l'issue de deux rencontres entre les deux délégations, un accord est signé qui maintient l'ensemble des mesures décidées par l'équipe antérieure. Seuls les délais d'applications et certains seuils sont modifiés. L'accord maintient le cap fixé dans la transparence par l'équipe précédente.

● On revient donc à l'orientation fixée dix-huit mois auparavant et validée par l'INAO. L'assemblée générale du 27 octobre 2006 entérine l'accord entre les deux syndicats par 96% des voix.

L'objectif est bel et bien que les fromages AOC puissent se démarquer dans un marché national en régression, afin de poursuivre une ascension bénéfique pour toute la filière, du producteur au consommateur.

La production ovine est à un tournant, confrontée à deux logiques antagonistes:

● Celle du productivisme, soutenue par les transformateurs et l'ensemble de l'appareil de la FDSEA. L'objectif est de produire les quantités nécessaires à l'industrie avec un minimum de producteurs.

● Celle de l'optimisation, de la répartition entre un maximum de producteurs et de la production de qualité, identifiée au terroir.

Aujourd'hui la deuxième option, défendue par ELB et Laborantza Ganbara, semble gagner du terrain. Les producteurs et les organismes les accompagnant seront dans l'obligation de mettre en œuvre, dans les années à venir, les moyens pour atteindre les objectifs fixés par le nouveau cahier des charges de l'AOC.



Haranbeltz, un témoin millénaire

La St Nicolas (6 décembre) sera célébrée cette année à St Nicolas d'Haranbeltz, lieu magique et millénaire, site fondateur d'une part de l'âme basque, de facture romane très ancienne (XII^e siècle).

DIMANCHE prochain, 10 décembre, dans le cadre du Téléthon, des groupes partiront de Saint-Palais et d'Ostabat, vers 8h, pour aller jusqu'à Haranbeltz. Cette marche sera suivie, à 10h30, d'une célébration présidée par Mgr Molères, évêque de Bayonne. A la suite de la célébration, un apéritif conclura cette matinée festive.

L'été dernier, la chapelle a servi de décor à une représentation de la pièce de théâtre de Claudel, «*l'Annonce faite à Marie*», qui a laissé aux spectateurs un souvenir impérissable.

C'est dire que, peu à peu, revit cette église qui est, en Iparalde, un des seuls témoins, depuis le 10^e siècle, de la vitalité générée par l'existence des voies jacobites et le passage persistant des pèlerins de St-Jacques.

L'empreinte du pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle sur les terres du Pays Basque ne peut que frapper l'observateur le moins averti. Le pèlerinage a marqué le paysage et le patrimoine de toponymes spécifiques, et modelé, à leur insu peut-être, l'âme des habitants.

Des trois grands pèlerinages de la Chrétienté (Jérusalem, Rome et Santiago), Dante faisait du voyage à Saint-Jacques le pèlerinage-type, celui qui a le plus fortement influencé et façonné les structures d'accueil du pays, et créé un environnement hospitalier remarquable par sa densité et sa présence dans les moindres vallées.

Comme Leyre, en Navarre, Haranbeltz nous replace au cœur de l'histoire et s'enracine, tout au long de ses dix siècles, dans son site de la Vallée Noire.

Le prieur d'Haranbeltz siégeait aux Etats de Navarre

Trois des quatre routes principales du pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle se rejoignent aux environs du village d'Ostabat: la route de Vézelay et celle de Tours rencontrent, après Saint-Palais, la route du Puy.

Cela a entraîné un afflux de pèlerins qui a lui-même suscité la construction de nombreux hôpitaux (prés d'une quinzaine à Ostabat). Le prieuré d'Haranbeltz était de ceux-là.

La date exacte de fondation du prieuré est inconnue. Mais la maison la plus proche, appelée «*Maison du prieur*», porte sur son linteau une inscription faisant état de sa première construction en 984. Haranbeltz est cité dès 1059 sur le testament de Lou Eneco, vicomte de Baigorri. D'autres textes anciens font mention de l'hôpital: par exemple, en 1201, Arnaud de Luxe accorde un droit de pâturage reconnu en 1249; un document émanant du prieur est daté de 1381, etc...

Le service de l'établissement était assuré par les «*donats*». L'Ordre laïc des donats semble avoir été créé au XI^e siècle dans le cadre de l'Ordre de St Jean de Jérusalem, qui est devenu l'Ordre des Templiers, plus connu aujourd'hui sous le nom d'Ordre de Malte. Les donats étaient soumis (de manière très limitée) aux trois vœux de chasteté (ils n'avaient pas le droit de se remarier), de pauvreté (ils ne choisissaient pas leurs héritiers) et d'obéissance au prieur (qu'ils élaient).

Le prieur nommait les «*serviteurs*» des malades de l'hôpital, ceux qui cultivaient les terres de l'établissement, ainsi que les benoîtes, attachées au

lièrement riches. La voûte reçoit un nouveau décor. Les murs reçoivent les peintures représentant les quatre évangélistes, ainsi que St Pierre, St Paul, St Michel et St Roch.

Au siècle suivant, la tribune reçoit sa balustrade, les murs latéraux sont recouverts de panneaux lambrissés, le chœur reçoit un grand retable avec des colonnes-torses ornées de pampres et qui entourent le tabernacle, un bas-relief de St Nicolas et un Christ en croix.

Au tout début du XIX^e siècle, l'édifice subit quelques modifications dont certaines sont regrettables, comme l'ouverture de fenêtres qui ont massacré les peintures. Depuis cette époque,

ont conservé la propriété en indivision de la chapelle et de l'hôpital. Ce dernier, ruiné, était encore visible en 1932, d'après Louis Colas.

Quatre marches disposées en demi-cercle montent jusqu'au portail d'entrée en plein cintre et à double voussure, dont le tympan porte un chrisme complexe, lui-même surmonté d'une Croix de Malte. Certains auteurs estiment que ces éléments sont les seuls vestiges de l'édifice roman. Le montant gauche de la porte est sculpté d'une curieuse tête assez informe et écaillée.

Un petit cimetière existe toujours aux abords immédiats de la chapelle; il ne renferme qu'une vingtaine de tombes. Cinq stèles discoïdales en grès remontent au XVII^e siècle (1628-1641).

Trois autres, anonymes et sans date, paraissent plus anciennes.

La chapelle a été inscrite sur l'inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques le 27 juillet 1987, puis classée parmi les Monuments Historiques par arrêté du 19 février 2001.

Restauration puis gestion de l'avenir

Malgré des travaux de consolidation et de réparation des toitures, l'église, la sacristie et le parvis sont aujourd'hui dans un état assez médiocre.

La nouvelle génération des héritiers a rencontré le désir des pouvoirs publics de maintenir et conserver ce bâtiment qui se caractérise par son environnement très préservé, un mobilier d'une richesse remarquable et une authenticité exceptionnelle, hormis les réparations malencontreuses du siècle précédent.

Une association a été constituée entre les propriétaires et les Amis du Chemin de St Jacques. Elle a pris en main la gestion des dossiers préalablement établis et signé sa participation à un ensemble de travaux qui comprendront trois séries d'interventions.

Les premières concernent la stabilisation du monument et la restauration du clos et du couvert.

Les deuxièmes concernent les enduits extérieurs, les traitements de finition et le décor intérieur.

Les troisièmes concernent la voûte ouest, les fenêtres, l'arc d'entrée et la chambre des cloches.

Ces travaux sont prévus pour s'étaler sur trois ans et engagent un budget d'un demi-million d'euro dont 96% sont désormais acquis. Il reste une somme de 15 à 20 mille euro que l'Association doit encore trouver pour mener le dossier à terme.

Les visites désormais assurées sur place devraient participer à ce financement.



Chapelle d'Haranbeltz, construite en 984

service des femmes malades ou à l'entretien de la chapelle prieurale. Cette organisation des donats constituait l'armature des prieurés-hôpitaux, qui sont eux-mêmes à l'origine de beaucoup de villages du Pays Basque.

Personnage important, le prieur d'Haranbeltz siégeait aux Etats de Navarre. Probablement dernier prieur d'Haranbeltz, Jacques de Borda repose à l'entrée de la chapelle sous une dalle où figurent la date de sa mort (12 septembre 1760) et ses titres de prieur d'Haranbeltz, Uhart et Arhansus.

A la fin du XVI^e siècle et au début du XVII^e, l'hôpital d'Haranbeltz est prospère. Cela se confirme lorsque l'on pénètre dans la chapelle prieurale. Les décors de cette période y sont particu-

cette chapelle prieurale n'a pratiquement pas évolué.

Les deux hôpitaux d'Utziat et d'Haranbeltz furent rattachés à l'hôpital de Saint-Palais sous le règne de Louis XVI, en novembre 1786, pour constituer un seul hôpital général. Les donats étant alors relevés de leur état et rendus à l'état laïc à la veille de la Révolution.

La saisie des biens d'église, à la Révolution, fait passer le bâtiment sous le régime de la propriété de l'Etat. Mais l'Etat vend ses propriétés et les héritiers des donats lui rachètent leurs propres biens. Les bâtiments sont adjugés pour 5.000 livres aux quatre maisons qui constituent le quartier.

Les descendants de ces «*maisons*»



Les temps changent

EUSKAL KONFEDERAZIOA (EK) vient de signer une convention avec l'Office public de la langue basque concernant le travail d'introduction de l'euskara dans le fonctionnement des mairies. C'est un passage de témoin entre les deux entités qui s'inscrit dans un contexte d'évolution plus global. En effet la naissance d'une structure publique regroupant les différents niveaux institutionnels ayant pour objectif la définition et le pilotage d'une politique linguistique a engendré une situation nouvelle qui entraîne nécessairement un repositionnement des différentes associations et des mouvements populaires travaillant en faveur de l'euskara.

EK qui regroupe une soixantaine d'associations a démarré cette action il y a quatre ans avec le soutien financier et technique d'UEMA mais la réflexion et la préparation remontaient à 8 ans plus tôt. Tout en continuant à revendiquer et à mener le combat pour une reconnaissance légale de la langue basque, EK décidait de ne pas s'y épuiser et d'investir des forces dans une avancée concrète sur un nouveau terrain. Il s'agissait de proposer aux maires et aux conseils municipaux de s'engager concrètement en faveur de l'utilisation de l'euskara. Après un diagnostic réalisé avec chaque employé et dans chaque service, un plan global est élaboré (signalétique, communication, service aux usagers...) ainsi que des mesures concrètes définies pour une durée à l'issue de laquelle un bilan est fait et des réajustements proposés.

Cette action avait deux buts: créer une officialisation de fait de l'euskara et commencer à garantir aux bascophones un service en euskara en comblant une déficience des pouvoirs publics comme cela fut fait pendant longtemps sur d'autres terrains (enseignement du basque, médias).

Jakes Bortayrou

Le pari était osé. Il fallait convaincre les élus, inventer une méthodologie, apprendre en surmontant chaque obstacle. Mais le succès fut au rendez-vous, l'expérience enrichissante et les avancées décisives. 42 municipalités ont aujourd'hui signé la convention d'engagement avec EK



«... Créer une officialisation de facto de l'euskara et commencer à garantir aux bascophones un service en euskara en comblant une déficience des pouvoirs publics...»

et se situent aux différentes étapes du processus. Les limites de la démarche sont pourtant apparues au bout d'un certain temps. Assurer diagnostics, rédaction des plans et évaluations pour autant de mairies devint difficile pour EK ne disposant pas des moyens suffisants pour embaucher les personnes nécessaires à la réalisation de ce travail d'ingénierie linguistique. Si certaines municipalités avançaient rapidement, pour d'autres le processus s'allongeait et l'élan de départ s'affaiblissait. De plus, certaines mairies s'interrogeaient sur leur interlocuteur naturel après la création de l'Office public.

De son côté, ce dernier revendiquait comme une de ses fonctions propres l'impulsion de l'utilisation de l'euskara dans la vie publique, notamment

les institutions. Reconnaisant la valeur du travail d'EK auquel il apportait un financement durant deux ans, il annonçait néanmoins que les techniciens de la langue, embauchés à partir de 2006 conjointement avec les Communautés de communes, reprendraient cette action à leur charge.

Pour EK l'heure d'un recentrage avait sonné. Pas facile d'abandonner un travail dans lequel on s'est énormément investi mais très difficile de poursuivre sans soutien financier. Inversement la volonté affichée des Pouvoirs publics par le biais de l'Office de poursuivre le travail engagé est incontestablement une reconnaissance et une victoire. Impulsée par l'Office, l'introduction de l'euskara se fera sans aucun doute plus facilement auprès de certains élus. Pour autant quelles garanties a-t-on qu'il sera poursuivi et étendu avec la constance nécessaire? Des années d'expériences où, sur la ligne confrontation/coopération, le curseur est resté bloqué sur la première ainsi que les limites intrinsèques des institutions françaises vis à vis des langues comme l'euskara conduisent à un optimisme raisonné.

Situation nouvelle, opportunités nouvelles. Nouveaux risques aussi sans doute. EK sait d'expérience que la normalisation de l'euskara est une tâche longue et complexe qui avancera d'autant mieux que forces vives de la société et institutions travailleront de concert. L'utilisation du basque par les mairies dans les actes officiels aussi bien que dans les relations avec les administrés est un axe stratégique pour la réappropriation de la langue basque. Euskal konfederazioa ne compte absolument pas s'en désintéresser. Consciente aussi de son rôle d'aiguillon, elle restera vigilante et mènera une expertise indépendante dont elle fera connaître les résultats aussi bien à l'Office qu'à la population.

Sur votre agenda

Abendua:

✓ Du 9 décembre au 25 mars 2007, BAYONNE (Musée Basque). Exposition «Le Pays Basque français dans l'aventure carliste».



Le général Zumalacarrégui

✓ Samedi 9, 17H, BAIGORRI (Bixantaenea). Assemblée générale de l'association «Filipe Aska».

✓ **Dimanche 10, 17H, HENDAYE** (Chapelle du château Abbadia). Concert avec le groupe d'enfants «Haurrock».

■ Eusko Ikaskuntza propose des bourses pour aider la recherche basque. Dépôt des candidatures avant le 5 janvier 2007 au siège, 51 quai Jaureguiberry à Bayonne.

■ LEIA organisera dès la semaine prochaine des réunions publiques. Trois réunions ont déjà été programmées: à Lasse, le vendredi 8 décembre (20h30), à Ispoure, le lundi 11 décembre (20h30) et à Larceveau, le 13 décembre (20h30). Une campagne de mobilisation va être mise en place très vite afin d'obliger le Conseil général et le gouvernement de Navarre à écouter les populations locales.

Sommaire

- Quatre périodes pour illustrer ces 35 années de syndicalisme ovin en Pays Basque. 4, 9 et 10
- Les Chroniques d'Alda! 5 à 8
- Haranbeltz, un témoin millénaire 11



Samedi 2 décembre, à la «Maison pour Tous» d'Anglet, se tenaient les «Assises pour l'action municipale abertzale», organisées par AB